

# NEWS

Bi-mensuel

15-28 octobre 1988

n°121



# SOLIDARNOSC

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

## INCERTITUDES AUTOUR DE LA TABLE RONDE

Scepticisme, soupçon d'espoir, optimisme modéré, pessimisme modéré, absence d'illusions, réserve, tels sont les appréciations le plus souvent relevées dans la population polonaise au sujet des discussions de la table ronde. Personne cependant ne nie la nécessité des négociations; tous sont là-dessus d'accord, les responsables et les conseillers de NSZZ "Solidarnosc", les militants qui ont mené les dernières grèves ou les intellectuels. "On peut bien sûr considérer, comme le remarque le professeur Henryk Samsonowicz, ancien-recteur de l'Université de Varsovie, qu'aucune discussion ne peut apporter quoique ce soit pour le moment, mais nous sommes dans une situation telle que même des discussions avec le diable seraient justifiées et il faut s'asseoir à la table".

Si l'annonce, le 31 août, de la convocation d'une table ronde entre le pouvoir et l'opposition avait suscité un intérêt modéré, au-delà des résultats envisageables, l'espoir majeur résidait dans le fait qu'apparemment le pouvoir acceptait de discuter ouvertement de profondes modifications sociales et économiques dans l'organisation du pays.

Depuis cependant, les signaux se sont multipliés du côté du pouvoir qui laissent douter de la sincérité de ses intentions véritables. Initialement, la table ronde devait se tenir "au plus vite"; depuis, les délais tacitement ou formellement fixés en ont été à plusieurs reprises repoussés par le pouvoir.

Dès après l'appel de Lech Walesa à interrompre les grèves, le porte-parole du gouvernement a multiplié les diatribes contre "Solidarnosc" et a exclu sa possible légalisation, alors qu'autour de la table ronde les questions notamment syndicales devaient être débattues "sans conditions préalables et sans sujet tabou". Le non-respect d'un autre point convenu entre Lech Walesa et le général Kiszczak reste inquiétant: aujourd'hui encore, une centaine de mineurs de Silésie demeurent sans emploi après avoir été licenciés pour participation à la grève, en violation des promesses d'immunité et de réinsertion faites par le Ministre de l'Intérieur. Devant la persistance de ces sanctions, le Secrétariat de l'Episcopat polonais a adressé le 17 octobre une lettre au général Kiszczak pour demander leur levée conformément aux accords pris le 31 août et le 15 septembre entre les représentants du pouvoir et de "Solidarnosc". La nomination comme nouveau 1er Ministre de M.

Rakowski, connu pour son intransigeance idéologique, porta également une ombre sur les perspectives des discussions; son discours d'investiture devant la Diète l'affirmait sans détour: "Nous n'hésiterons pas à assurer d'une main forte la paix de l'état et du citoyen, l'ordre pour les réformes, la sécurité de l'orientation socialiste de la Pologne. Je sais que je peux compter en cette matière sur l'activisme des services de maintien de l'ordre et sur l'indispensable appui de l'Armée Populaire Polonaise". On se rappelle enfin que pour alourdir encore davantage l'atmosphère vint aussi la diffusion d'une circulaire interne du Parti interdisant aux cellules d'entreprises et aux responsables locaux tout contact avec "Solidarnosc", présenté comme "le danger majeur" (cfr NEWS n° 120). Dans ce contexte, le ton adopté par la presse officielle s'est aussi singulièrement durci: des attaques, particulièrement agressives, se sont multipliées contre "Solidarnosc" et certains de ses représentants; les journaux du parti en publiant les rancœurs de "militants de base du parti" hostiles à l'ouverture d'un dialogue avec "Solidarnosc" indiquent clairement la limite des concessions tolérables par les dirigeants et l'appareil du Parti.

Alors que la 3ème et ultime rencontre préparatoire du 16 septembre entre la délégation de "Solidarnosc" et celle du gouvernement avait fixé l'ouverture des débats "à la mi-octobre", le pouvoir l'a repoussée en s'ingérant dans la composition de la délégation de "Solidarnosc" et refusant la participation aux discussions de J. Kuron et A. Michnik, soupçonnés par les autorités de ne pas respecter la

4° P. 12007

Constitution. Le porte-parole du gouvernement a alors fait savoir que les débats pourraient finalement s'ouvrir le vendredi 28 si Lech Walesa participait auparavant à un 4ème entretien préliminaire imprévu avec le général Kiszczak. Le Président de "Solidarnosc" a rappelé que toutes les questions techniques avaient été fixées lors des contacts précédents et que donc, une nouvelle rencontre s'avérait inutile, qu'il ne pouvait accepter les nouvelles exigences du pouvoir (outre l'exclusive jettée contre ces deux conseillers de "Solidarnosc", le pouvoir a arbitrairement réduit le nombre de sous-commissions et de participants) mais il a ajouté que la délégation du Syndicat était prête à s'asseoir à la table ronde sans délai.

Entretiens, lors d'un discours public à Varsovie le 21, le général Jaruzelski a encore durci le ton, menaçant de recourir sans trembler à la force s'il y avait des tentatives de

déstabilisation et fixant pour le retour au pluralisme syndical de multiples conditions (rappelons encore que les débats de la table ronde devaient s'engager "sans conditions préalables"), comme le rétablissement de l'équilibre économique, la reconnaissance par "Solidarnosc" du socialisme, l'abandon de l'aide syndicale étrangère à "Solidarnosc" et aussi, l'élimination des éléments extrémistes du syndicat indépendant.

En dépit de l'assombrissement constant du climat ces dernières semaines, "Solidarnosc" s'est préparé activement aux discussions; des experts coordonnent l'élaboration de la position du Syndicat sur chacun des thèmes à aborder: Tadeusz Mazowiecki se chargeant du pluralisme syndical, Klemens Szaniawski - du pluralisme social, Bronislaw Geremek - réformes politiques, Andrzej Wielowieyski - réformes économiques, Andrzej Stelmachowski - agriculture, Alojzy Pietrzyk - questions minières.

#### NSZZ "SOLIDARNOSC" DANS LES ENTREPRISES

Dans la région Malopolska (Cracovie), les représentants des structures de "Solidarnosc" de 28 usines et institutions de Cracovie (dont l'Acierie Lénine et sa filiale de Bochnia, les usines "Telpodu", "Polkabra", WSK, la centrale électrique Skawina, les instituts d'enseignement et écoles supérieures) se sont réunis le 23.09 avec le Comité Régional de "Solidarnosc" où seront délégués des représentants de chaque entreprise comptant au moins cent affiliés à "Solidarnosc". Le Comité Fondateur du Musée National de Cracovie a introduit le 28.09 une demande d'enregistrement devant le tribunal. 130 employés du Musée se sont affiliés à "Solidarnosc".

A Varsovie, le Comité Fondateur de NSZZ "Solidarnosc" de l'Acierie de Varsovie, constitué le 19.09, a introduit une demande d'enregistrement devant les tribunaux. Un Comité Fondateur a de même été créé le 27.09 à la Bibliothèque Nationale. Lors d'une réunion des travailleurs du Musée National, le 22.09, on a voté l'ouverture du fonctionnement de "Solidarnosc" et un Groupe d'Organisation de 11 personnes a été élu. A l'usine automobile FSO, à l'atelier des moteurs, le 06.09, les ouvriers de deux pauses (env. 400 personnes) se sont réunis pour élaborer 28 revendications, dont le pluralisme syndical, une hausse salariale de 30%, des samedis fériés. A l'atelier de montage, le 15.09, lors d'une rencontre avec le directeur de l'entreprise, 600 travailleurs ont voté une déclaration de soutien à Lech Walesa.

A "URSUS", le Comité d'Organisation de "Solidarnosc" a constitué au grand jour des groupes de travail en matières d'aide et de légalité, d'information, pour les questions d'organisation et culturo-éducatives. 200 travailleurs ont rempli leur déclaration d'affiliation à "Solidarnosc" et plus de

mille ont signé une lettre de soutien à Lech Walesa. A une réunion générale des délégués, le 29 septembre, le directeur de Ursus a indiqué qu'avec la garantie du Conseil Ouvrier, il a réintégré au travail Marek Jarosinski, Henryk Tachasiuk et Mariusz Szulecki, licenciés disciplinairement pour avoir tenté d'organiser une grève en août dernier.

Constitué le 18.09, à l'usine MZK, le Comité Fondateur de NSZZ "Solidarnosc" a introduit une demande d'enregistrement devant le Tribunal.

En Basse-Silésie (région de Wroclaw), des Comités de "Solidarnosc" ont été créés dans les mines "VICTORIA" et "WALBRZYCH", à l'usine "RENIFER" de Glucholazy, aux usines de Wroclaw "ZNTK" et "CHEMITEK" (où en trois jours, 600 déclarations d'affiliation à "Solidarnosc" ont été remplies; dont 20 personnes quittant les néo-syndicats officiels).

Lors d'une réunion des membres de "Solidarnosc" de l'Université de Wroclaw, le 29 septembre, à laquelle participaient environ 1.000 personnes, il a été décidé que la Commission d'Entreprise élue en 1980 se chargera de l'élection d'une nouvelle commission qui mènera une activité ouverte. Plus de 500 travailleurs ont signé leur affiliation à "Solidarnosc".

A Boleslawiec, le 2.10, s'est constituée une Commission Inter-entreprises de Coordination composée de représentants de 13 entreprises de la ville.

En Haute-Silésie, 527 ouvriers de l'usine automobile FSM n[2 de Tychy, réunis le 22.09, ont élu un Comité Fondateur qui a introduit une demande d'enregistrement devant le tribunal régional.

Des Comités de "Solidarnosc" ont été créés aux mines "Lénine" de Myslowice et "Sosnica" de Gliwice.

Dans la région Swietokrzyski (centre-est, province

B.D. N° 121

de Kielce), à Starachowice, des Commissions Provisoires d'Organisation (TKO) à l'usine de poids lourds FSC et aux transports PKS ont été créées le 20.09. Le directeur de FSC a par écrit indiqué au TKO qu'un seul syndicat pouvait fonctionner dans l'entreprise et que l'usine dépend du secteur militaire (une semblable lettre d'information également communiquée au parquet a été envoyée par la direction au Comité de l'Acierie Nowotko de Ostrowiec).

Une Commission Temporaire de NSZZ "Solidarnosc" a été créée le 22.09 à l'usine de locomotives de Skarzysko Kamienne.

A Lodz, le 28.09, a été créé un Comité Inter-entreprises d'Organisation de NSZZ "Solidarnosc" rassemblant les représentants de 12 comités d'entreprises.

Depuis le 3.10, à Piotrkow Trybunalski, fonctionne un Comité d'Organisation de "Solidarnosc" aux Transports Municipaux.

A la fabrique "Vera", une Commission Temporaire d'Organisation (TKO) a été créée le 20.09; de même que le 21.09 aux usines textiles Barlicki.

A Bialystok (est du pays), une pétition réclamant la légalisation de "Solidarnosc" a été signée par tous les ouvriers (sauf trois) de l'usine "Eltor", à l'usine gazière par 63 ouvriers, à la coopérative laitière par 111, à l'usine PTHW par 223, à l'entreprise énergétique par 199, à "Unitra" par 272 ouvriers.

A Szczecin, les employés des écoles supérieures ont créé le 15.09 un Comité Inter-instituts de "Solidarnosc" regroupant 5 écoles.

Lors d'une rencontre des représentants des usines de Stargard Szczecinski, le 25.09, une Commission Municipale de NSZZ "Solidarnosc" a été constituée, avec pour président Jan Ossowski, délégué des services de santé.

A Poznan, la Direction Temporaire de la Région a constitué un Centre d'Information-Consultation pour les comités d'organisations et les commissions d'entreprises de "Solidarnosc".

Une Commission de Fabrique de "Solidarnosc" s'est créée le 22.09 au département W3 de l'usine "Cegielski" (fabrique de locomotives et wagons). Des déclarations d'affiliation sont signées aux départements W2 et W9.

Un Groupe d'Initiative de "Solidarnosc" a été créé à l'Institut Météorologique et Hydraulique. A l'Université, 400 employés se sont inscrits à "Solidarnosc". Dans quelques dizaines d'écoles, les instituteurs signent des déclarations d'affiliation et s'organisent en "Solidarnosc" des Travailleurs de l'Enseignement et de l'Education.

A Gorzow Wielkopolski (ouest du pays), des demandes d'enregistrement ont été introduites par les Comités Fondateurs de NSZZ "Solidarnosc" des usines "Stilon" (le 22.08) et "Gomac" (le 21.09).

Dans la région Podbeskidzie (sud du pays), à

l'usine automobile FSM de Bielsko-Biala, un Comité d'Organisation de "Solidarnosc" a été créé le 24.09, où ont été appelés Andrzej Kralczynski et Jan Fraczak, licenciés pour leurs activités syndicales.

A l'usine mécanique d'Andrychow, 73 ouvriers ont adressé à la direction le 05.09 une pétition contenant entre autres revendications, le pluralisme syndical et une modification des principes de rémunération.

En Silésie Opolski, un Comité d'Organisation de "Solidarnosc" a été créé le 21.09 à l'entreprise de construction industrielle de Nysa. 80 ouvriers se sont inscrits au syndicat.

Les agriculteurs de Opole Lubelskie et des communes voisines se sont réunis le 25.09 pour adopter une résolution demandant la participation aux discussions de la table ronde de représentants du Conseil National Provisoire des Agriculteurs de "Solidarnosc" et soutenant Lech Walesa (146 signatures). Un Groupe municipal d'Initiative de NSZZ "Solidarnosc" y a également été créé.

#### LE COMITE INTER-ENTREPRISES DE GREVE (MKO) de GDANSK S'ETEND

La campagne de dépôt devant le tribunal de requête de légalisation des structures d'entreprises de NSZZ "Solidarnosc" se poursuit. Jusqu'ici, de telles demandes ont été présentées par les comités organisateurs des entreprises suivantes de la région de Gdansk: les Chantiers Navals de Gdansk, les Chantiers Navals du Nord, les Chantiers Navals "Commune de Paris", les Chantiers de Réparation de Gdansk, les Chantiers de Réparation "Nauta" à Gdynia, la Polytechnique de Gdansk, la Fabrique d'Equipements laitiers à Pruszcz Gdanski et les Entreprises Commerciales "Inco" à Sopot. Rappelons qu'à la mi-septembre, au niveau national, on comptait plus de 120 comités fondateurs de NSZZ "Solidarnosc" dans les entreprises ayant demandé leur enregistrement devant les tribunaux.

Actuellement, le MKO est composé des entreprises suivantes: les Chantiers Navals de Gdansk, les Chantiers de Réparation de Gdansk, les Chantiers Navals du Nord, les Chantiers de Réparation "Radunia", les Chantiers "Wisla", le Port Commercial de Gdansk, les Services de Santé, le Comité Académico-Educatif de Solidarnosc, les Entreprises Commerciales "Inco", les Chantiers "Commune de Paris" à Gdynia, les Chantiers de Réparation "Nauta" à Gdynia, le Musée Archéologique de Gdansk, l'Institut Océanologique à Sopot, la Fabrique d'Equipements laitiers à Pruszcz Gdanski, la Fabrique d'Equipements maritimes "Techmet" à Pruszcz Gdanski, le Bureau de Recherches Electriques et Industrielles "Elpro" à Gdynia, la Polytechnique de Gdansk.

Le MKO entretient des contacts avec d'autres structures de "Solidarnosc" qui n'entrent pas dans le cadre du MKO parce qu'elles ne remplissent pas certaines exigences (elles ne comptent pas cent membres au moins ou ne représentent pas 50% du personnel); il s'agit de: l'Entreprise de construction de Gdynia, la Coopérative Laitière Mackowa, la Section Energétique de la Région de

Gdansk, les usines mécaniques "Zamech" à Elblag (où se constitue un Comité organisateur) et "Primex" à Pruszcz Gdanski.

**LA COMMISSION D'ENTREPRISE** de NSZZ "Solidarnosc" du Port de Gdansk communique qu'elle a déjà payé aux dockers grévistes 9.020.000 zlotys. L'indemnité de grève s'élève à 2.700 zł par jour. De nombreux travailleurs du Port, en particulier ceux du Secteur I, ont été payés par la direction comme pour des jours de vacances bien qu'ils aient été en grève. Dans ce cas, le Commission d'Entreprise paie la différence entre le congé payé et l'indemnité de grève.

#### **COLLECTE DE FONDS POUR LES TRAVAILLEURS REPRIMES**

Dans tout le pays, à une plus grande échelle et avec une meilleure organisation qu'en mai dernier, des fonds sont récoltés pour les travailleurs sanctionnés ou licenciés après les récentes grèves. Ainsi, dans ce but, 200 mille zlotys ont été récoltés à l'usine "Polkolor" de Varsovie, 80 mille au Centre Ferroviaire CNT (121 donateurs); le Comité Académique de "Solidarnosc" de Gdansk a transmis 700 mille zlotys au Comité de Grève.

#### **PEINES DE PRISON AVEC SURSIS POUR QUATRE MILITANTS**

Quatre militants de "Solidarnosc" et membres du Parti Socialiste Polonais, accusés d'agression sur un gardien d'une usine de Wroclaw lors des grèves de mai dernier, ont été condamnés le 3 octobre à de lourdes peines et amendes. Jozef Piniór et Czeslaw Borowczyk ont été condamnés à 15 et 18 mois de prison avec sursis, et Jolanta Skiba et Aleksandra Sarata à 8 et 12 mois respectivement.

**Mr FRANCIS BLANCHARD**, Directeur-Général du Bureau International du Travail, a adressé le 18 octobre un message au Ministre Polonais du Travail pour lui faire part de la protestation du Groupe des Travailleurs et des Employeurs contre le refus par les autorités polonaises d'autoriser Bogdan LIS à se rendre à Genève afin d'y participer à un colloque sur la durée du temps de travail dans l'industrie.

#### **A PROPOS DE LA PLACE POUR "SOLIDARNOSC"**

Dans une interview à l'agence de presse DPA, l'abbé Alojzy ORSZULIK, porte-parole de l'Episcopat polonais, a indiqué: "On connaît la position de l'Eglise de Pologne sur le pluralisme syndical et le droit des travailleurs à se regrouper dans des syndicats selon leurs vœux. J'exprime personnellement l'espoir que les autorités politiques comprennent qu'afin de parvenir à un consensus et pour atteindre les réformes envisagées, il faut créer un espace d'organisation pour des groupes de plusieurs millions de travailleurs qui ne sont pas affiliés aux syndicats du parti, et dans cet espace, il faut trouver une place pour "Solidarnosc".

Henryk WILK, ancien directeur de "Ursus", licencié à l'introduction de l'état de guerre, a indiqué dans une lettre au général Jaruzelski, à Lech Walesa et au conseil autogestionnaire de "Ursus": "Sur base de mon expérience de directeur, alors membre du POUP, et gérant une des plus grandes

entreprises en Pologne, qui était alors en même temps un des principaux centres de NSZZ "Solidarnosc", je peux avec une totale conviction affirmer qu'il n'est pas vrai que l'existence de plusieurs syndicats dans une entreprise est contraire à l'intérêt économique de l'usine et à l'intérêt social du personnel. A "Ursus", dans les années 1980-81, il y avait deux syndicats: "Solidarnosc" rassemblant environ douze mille travailleurs et le Syndicat des Métallurgistes comptant env. 3 mille membres. Entre ces syndicats, il y avait concurrence, mais cela n'empêchait pas la solution des principaux problèmes débattus autour d'une même table entre les syndicats et la direction. La meilleure preuve de l'utilité du pluralisme syndical pour l'entreprise et son personnel fut - malgré des conditions difficiles - les résultats de production obtenus en même temps que fut menée une importante reconstruction de l'entreprise".

**"SOLIDARNOSC" EST NOTRE DROIT**, un entretien avec Alojzy PIETRZYK, président du Comité Inter-entreprises de NSZZ "Solidarnosc" à Jastrzebie Zdroj:

**Question:** Un mois depuis la fin des grèves aux mines de Jastrzebie; l'intérêt des mineurs pour "Solidarnosc" ne s'est-il pas affaibli?

**Réponse:** L'intéressement est exceptionnel; avant tout, on demande des informations. Les mineurs s'arrachent véritablement la presse clandestine. Pour l'instant, notre réseau d'information est insuffisant mais nous faisons tout pour qu'il y ait deux journaux à Jastrzebie et pour que chaque TKZ (Comité d'Entreprise) ait en plus son journal.

**Q:** Vous semblez tout miser sur l'action ouverte (distribution de presse et tracts).

**R:** Nous ne sommes pas passés à ce point à l'action ouverte. En principe, ne fonctionnent au grand jour que les personnes déjà connues par la police (SB). Nous ne faisons pas tout aussi impunément que cela semble. Dernièrement, trois collègues de la mine "Marcel" ont été interpellés, pour distribution de presse clandestine justement. Malgré cela, personne n'hésite à s'engager. Nous visons l'action ouverte et pensons qu'après notre mutation le 28 août en Comité Inter-entreprises, nous agissons légalement.

**Q:** Comment se comportent les directions ?

**R:** Diversement. Cela dépend de la volonté et des possibilités du directeur de chaque mine. Nous sommes plutôt un problème pour eux. En général, ils essaient de ne pas nous voir et de modérer leurs réactions.

**Q:** Es-tu optimiste et aurons-nous "Solidarnosc" dans un an, comme l'a annoncé Lech Walesa?

**R:** Un an? J'affirme que "Solidarnosc" existe bien dès à présent. Il faut créer des faits accomplis. Personne du côté du pouvoir ne nous donnera "Solidarnosc". Nous devons la prendre nous-mêmes parce qu'elle nous revient. Ici, je voudrais appeler tous les collègues: il faut lutter afin que cette "Solidarnosc" soit réelle. Nous ne pouvons pas nous laisser faire et obtenir n'importe quoi. Il vaudrait mieux alors ne rien obtenir du tout, repasser dans la clandestinité et essayer une nouvelle fois plus tard.

**SOURCES:** Solidarnosc Podbeskidzia, n°106 - 07.10.88; Portowiec, n°127 - 27.09.88; Tygodnik Mazowski n°263, 264, 265 - 14,21,28.09.88, n°266 - 05.10.88.